



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 28 mars 2003

VOIR AUSSI

◆ Les avoirs étrangers en obligations canadiennes réduits par des remboursements massifs

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont diminué de 3,1 milliards de dollars en janvier, à la suite d'importants rachats de ces titres, qui ont totalisé 6,0 milliards de dollars, après les rachats records de 7,9 milliards de dollars en décembre 2002.

◆ Croissance renouvelée des ventes au détail

Les ventes au détail ont progressé de 0,7 % en janvier pour atteindre 26,0 milliards de dollars. Cette croissance succède à une quasi-stagnation en décembre et à un recul en novembre. Si l'on exclut les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs, les ventes au détail ont augmenté de 1,5 %.

◆ Les pratiques de travail novatrices réduisent le roulement dans certains secteurs

Les pratiques de travail novatrices (travail en équipe, rotation et participation aux bénéfices, par ex.) aident généralement les employeurs du secteur des services à compétences élevées à garder leurs employés, d'après une nouvelle étude. Mais ce n'est pas le cas dans le secteur manufacturier.

◆ L'industrie de l'informatique et des télécommunications est plus rémunératrice

La rémunération moyenne dans l'industrie de l'informatique et des télécommunications (IT) était supérieure à celle des autres industries. En outre, de 1997 à 2002, l'écart de rémunération entre l'industrie de l'IT et le reste de l'économie a continué de s'élargir, d'après une nouvelle étude.

Le prix de l'essence et du mazout fait monter l'inflation d'un cran

Les prix de l'énergie, et particulièrement celui de l'essence, ont porté l'inflation, telle que mesurée par l'Indice des prix à la consommation (IPC), à 4,6 % en février dernier, ce qui est une légère hausse par rapport au taux de 4,5 % enregistré le mois précédent.

L'IPC d'ensemble a été le plus élevé depuis septembre 1991. Cependant, si l'on excluait les prix de l'énergie, l'IPC n'aurait été que de 3,4 % en février.

Les prix de l'énergie ont grimpé de 19,7 % entre février 2002 et février 2003. Les prix de l'essence, qui ont augmenté de 32,1 %, représentent les trois quarts de cette hausse. Le reste de l'augmentation s'explique par l'envolée de 47,8 % du prix du mazout, et par la progression de 6,8 % du prix gaz naturel et de 2,0 % de celui de l'électricité.

Toutefois, la plupart de ces augmentations s'expliquent par « l'effet de base ». La comparaison des prix pour février 2003 est fondée sur les prix de février 2002, où les prix de l'énergie se sont effondrés après la chute de la demande mondiale de pétrole brut, chute qui a eu lieu au lendemain des attentats terroristes aux États-Unis.

(suite à la page 2)

Indice des prix à la consommation, février 2003

Variation annuelle en %, données non désaisonnalisées

	Ensemble	Aliments	Logement	Transports	Énergie
Canada	4,6	1,2	3,2	13,0	19,7
Terre-Neuve-et-Labrador	5,0	0,3	5,5	18,1	15,9
Île-du-Prince-Édouard	6,7	1,1	6,7	16,8	26,8
Nouvelle-Écosse	6,8	2,4	7,1	17,3	28,0
Nouveau-Brunswick	7,2	2,1	4,5	21,6	23,2
Québec	4,3	0,7	4,2	12,9	19,4
Ontario	4,4	2,2	2,3	12,6	18,4
Manitoba	4,1	1,2	2,6	9,5	20,7
Saskatchewan	4,5	1,4	2,2	10,6	14,5
Alberta	6,9	0,5	6,7	18,1	28,0
Colombie-Britannique	3,2	0,6	1,6	9,4	18,2
Whitehorse	4,7	1,9	2,6	13,1	18,1
Yellowknife	3,9	1,5	3,7	6,3	22,1



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Le prix de l'essence... (suite de la page 1)

Cet « effet de base » devrait s'estomper d'ici la diffusion des données pour le mois de mars 2003. L'indice servant de base de comparaison sera revenu à un niveau comparable à celui de septembre 2001.

Le taux d'inflation de référence, qui ne comprend pas les prix des huit composantes les plus volatiles (aliments et énergie, entre autres) et qui intéresse la Banque du Canada, a affiché une hausse de 3,1 % en février, contre 3,3 % le mois précédent.

En termes mensuels, l'IPC a augmenté de 0,7 % entre janvier et février de cette année, les prix des principales catégories ayant augmenté, sauf ceux des aliments.

Les consommateurs ont payé l'essence 7,0 % de plus qu'en janvier. Cette hausse, plus élevée que celle de 6,2 % enregistrée en janvier, a varié entre 2,1 % à Terre-Neuve-et-Labrador et 9,2 % au Manitoba. L'augmentation constante du prix du pétrole brut depuis novembre 2002 y a contribué.

Le prix du mazout a progressé de 11,9 %, ce qui est la plus forte hausse après celle de 16,0 % enregistrée en septembre 2000.

À Terre-Neuve-et-Labrador, le prix du mazout n'a augmenté que de 1,4 %, tandis que les autres provinces de l'Atlantique, le Québec et l'Ontario ont affiché des augmentations comprises entre 11,0 % et 15,9 %. Par contre, les provinces de l'Ouest ont enregistré des hausses plus modestes, allant de 5,0 % à 6,6 %.

Dans l'ensemble, les prix des cigarettes au Canada ont progressé de 2,1 % en février. Cette progression reflète surtout une majoration du prix par les manufacturiers ainsi qu'une hausse de taxes sur les produits du tabac en Colombie-Britannique.

Les prix des légumes frais ont diminué de 5,8 % et ceux des fruits frais, de 4,1 %. La baisse des prix est largement attribuable à des conditions climatiques favorables dans les pays exportateurs et au chevauchement de récoltes provenant de plusieurs pays.

*Pour en savoir plus, consultez le numéro de février 2003 de **L'indice des prix à la consommation** (Internet : 62-001-XIB, 8 \$/77 \$; papier : 62-001-XPB, 11 \$ / 103 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 ou composez le 1 866 230-2248 (courriel : infounit@statcan.ca) Division des prix. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 6.)*

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes réduits par des remboursements massifs

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont diminué de 3,1 milliards de dollars en janvier, à la suite d'importants rachats qui ont totalisé 6,0 milliards de dollars, après les rachats records de 7,9 milliards de dollars en décembre 2002.

Parallèlement à ces rachats massifs, les nouvelles obligations vendues sur les marchés étrangers n'ont totalisé que 900 millions de dollars en janvier, soit le plus faible niveau depuis plus de deux ans. La majeure partie des rachats de janvier ont porté sur des obligations émises par les administrations publiques provinciales, alors qu'en décembre, les remboursements avaient été plus uniformément répartis entre l'administration publique et les sociétés.

Le placement de 1,5 milliard de dollars effectué en janvier par les investisseurs étrangers dans le marché obligataire secondaire s'inscrivait dans la série d'investissements réalisés dans ce marché, qui a totalisé 14,5 milliards de dollars en 2002.

Les investisseurs étrangers ont ajouté 700 millions de dollars à leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien, effectuant ainsi le quatrième placement d'affilée dans ce marché depuis octobre 2002. Deux tiers du montant total de 4,7 milliards de dollars investi au cours de ces quatre mois venait des États-Unis, où les taux d'intérêt à court terme ont généralement fléchi plus que les taux correspondants au Canada.

Le cours des actions canadiennes (indice composite S&P/TSX) a reculé de 0,7 % en janvier 2003, effaçant ainsi une hausse similaire observée en décembre 2002. Bien que le cours des actions canadiennes ait augmenté au total de 7,0 % dans les trois derniers mois de 2002, l'indice composite S&P/TSX a néanmoins reculé de 14,0 % au cours de l'année entière. À titre de comparaison, le cours des actions américaines a baissé de 2,7 % en janvier, après avoir fléchi de 6,0 % en décembre.

*Le numéro de janvier 2003 des **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières** (Internet : 67-002-XIF, 14 \$/132 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.*

La demande d'aide juridique demeure stable mais les dépenses augmentent

En matière d'aide juridique, les dépenses ont continué d'augmenter, mais la demande de services est demeurée stable pendant l'exercice 2001-2002. Les dépenses totales d'aide juridique ont tout juste dépassé les 593 millions de dollars, ce qui représente 19 \$ par habitant. Il s'agit d'une hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent.

Les régimes d'aide juridique ont reçu 839 000 demandes d'aide en 2001-2002, ce qui est inchangé par rapport à l'année précédente. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées a baissé de 1 %, se fixant à 511 000, soit 34 % de moins que le record de 769 000 demandes approuvées en 1992-1993.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ou territoriaux ont continué d'être la principale source de financement des régimes d'aide juridique. Ils ont versé 534 millions de dollars en 2001-2002, soit environ 90 % des recettes totales. Le reste comprend les contributions des bénéficiaires et les recouvrements de coûts, les contributions des avocats et d'autres sources.

***L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2001-2002** (Internet : 85F0015XIF, 20 \$) vient de paraître. Pour en savoir plus, communiquez avec le Centre canadien de la statistique juridique au (613) 951-9023 ou au 1 800 387-2231.*

Croissance renouvelée des ventes au détail

Les ventes au détail ont progressé de 0,7 % en janvier pour atteindre 26,0 milliards de dollars. Cette croissance succède à une quasi-stagnation en décembre et à un recul en novembre. Si l'on exclut les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs, les ventes au détail ont augmenté de 1,5 %.

En 2002, malgré une période des Fêtes qui a manqué de vigueur, les détaillants ont enregistré leur deuxième plus forte augmentation annuelle des ventes en cinq ans, celles-ci ayant progressé de 6,0 % par rapport à 2001. Cependant, cette progression a été plutôt modeste durant la majeure partie de 2002, la croissance annuelle ayant été le fruit de progressions enregistrées à l'automne 2001 et en janvier 2002.

En dollars constants, la croissance des ventes au détail est restée pratiquement inchangée en janvier, à 0,1 %. Au cours du même mois, les consommateurs ont fait face à des prix plus élevés dans les secteurs automobile et de l'alimentation.

En janvier, le secteur de l'habillement a affiché sa première hausse mensuelle des ventes (+3,1 %) depuis trois mois, celles-ci revenant à leur niveau d'octobre 2002. Les achats des consommateurs dans tous les types de magasins du secteur de l'habillement ont augmenté. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées dans les magasins de vêtements pour hommes et dans les magasins de chaussures. Par contre, les magasins de vêtements pour femmes et ceux appartenant à la catégorie des « autres magasins » de vêtements ont été touchés par une baisse des prix.

Après deux mois médiocres, le secteur des marchandises diverses a connu une hausse de 1,8 % de ses ventes en janvier, ce qui représente la plus forte hausse mensuelle depuis sept mois. Au sein de ce secteur, tant les grands magasins que les « autres magasins » de marchandises diverses ont affiché une augmentation de leurs ventes, soit 2,1 % et 1,5 %, respectivement.

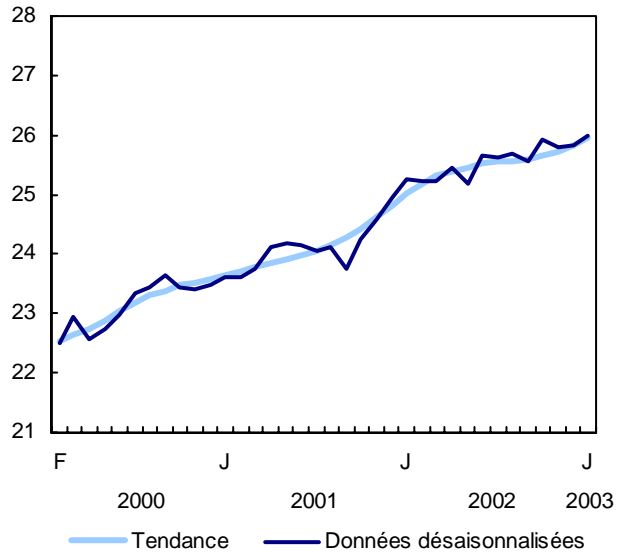
Commerce de détail, janvier 2003

Données désaisonnalisées

	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	25 995	0,7	2,9
Terre-Neuve-et-Labrador	427	-2,0	0,6
Île-du-Prince-Édouard	111	0,2	0,3
Nouvelle-Écosse	759	-1,6	-0,6
Nouveau-Brunswick	601	-1,6	-2,0
Québec	5 908	0,5	4,5
Ontario	9 813	0,4	1,8
Manitoba	888	-0,4	2,0
Saskatchewan	765	-0,4	4,1
Alberta	3 187	2,4	3,5
Colombie-Britannique	3 440	2,1	5,1
Yukon	33	1,8	-9,7
Territoires du Nord-Ouest	45	0,5	10,0
Nunavut	19	-0,6	16,4

Ventes au détail

En milliards de dollars



Des hausses enregistrées dans les ventes des stations-service et des établissements de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles ont fait augmenter de 0,8 % les ventes du secteur automobile. Les ventes des stations-service ont grimpé à la suite d'un bond de 6,2 % des prix de l'essence à la pompe, et les établissements de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles ont affiché leur plus forte progression mensuelle (+5,9 %) depuis neuf mois.

Les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont vu leurs ventes baisser de 1,6 % en janvier. Ces dernières reculent lentement depuis le début de 2002. Elles demeurent néanmoins à des niveaux inégalés, après avoir bondi de 7,3 % au quatrième trimestre de 2001.

Les consommateurs ont réduit de 1,7 % leurs dépenses dans les magasins de meubles en janvier, alors que les ventes de ces établissements avaient progressé de 0,9 % en moyenne au cours de chacun des cinq mois précédents. En 2002, les magasins de meubles ont enregistré la plus forte croissance des ventes parmi tous les magasins de détail. En effet, leurs ventes ont progressé d'au moins 8,0 % en moyenne annuelle depuis 1997.

À l'échelle provinciale, les ventes au détail ont rebondi de 2,4 % en Alberta et de 2,1 % en Colombie-Britannique, après avoir considérablement fléchi en décembre. Les détaillants du Québec et de l'Ontario ont affiché des hausses similaires, soit 0,5 % et 0,4 %, respectivement.

Le numéro de janvier 2003 de Commerce de détail (Internet : 63-005-XIB, 16 \$ / 155 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (courriel : paul.gratton@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Les pratiques de travail novatrices réduisent le roulement dans certains secteurs

Les pratiques de travail novatrices (travail en équipe, rotation et participation aux bénéfices, par ex.) aident généralement les employeurs du secteur des services à compétences élevées à garder leurs employés, d'après une nouvelle étude. Mais ce n'est pas le cas dans le secteur manufacturier.

L'étude montre que ces pratiques de travail novatrices ne réduisent presque pas le roulement de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. Par exemple, les usines qui combinaient le travail en équipe et la participation aux bénéfices ont perdu 14 % de leurs employés, contre 11 % pour les usines sans pratiques novatrices.

Par contre, le secteur des services employant une main-d'œuvre très qualifiée et utilisant certaines pratiques de travail novatrices a réussi à conserver une plus grande proportion de ses employés.

En 1999, ceux qui appliquaient le travail d'équipe et la participation aux bénéfices ont perdu 4 % de leur personnel à la suite de démissions. Par contre, ceux qui ne proposaient pas de pratiques de travail novatrices ont perdu une proportion beaucoup plus grande de leurs employés, soit environ 16 %.

Dans le secteur des services aux qualifications moindres, les établissements utilisant le travail en équipe et la participation aux bénéfices ont conservé un plus grand pourcentage de leur main-d'œuvre. En 1999, ceux utilisant à la fois le travail en équipe et la participation aux bénéfices ont perdu 13 % de leur personnel. Toutefois, ceux qui ne proposaient pas de pratiques de travail novatrices ont vu 19 % de leur personnel démissionner.

Une explication possible est que les pratiques de travail novatrices pourraient contribuer à la réduction du roulement dans les entreprises au personnel hautement qualifié, qui offrent des emplois exigeant d'excellentes habiletés conceptuelles et analytiques et n'exigeant pas de tâches répétitives.

Taux de démissions moyens (%) des établissements, 1999

	Branche d'activité			
	Fabrication	Services hautement spécialisés	Services peu spécialisés	Toutes les branches d'activité
Pratique novatrice de travail				
Travail en équipe et conception flexible des tâches	12	3	14	12
Travail en équipe et participation aux bénéfices	14	4	13	11
Travail en équipe et rémunération au mérite ou en fonction des compétences	13	4	13	10
Travail en équipe et formation officielle liée au travail en équipe	16	6	15	13
Aucune pratique novatrice	11	16	19	16

On recommande que les entreprises combinent plusieurs pratiques de ressources humaines pour conserver un plus grand pourcentage de leur personnel. Toutefois, l'étude montre que peu d'établissements combinent officiellement des pratiques de travail novatrices.

Si 25 % des milieux de travail proposaient une certaine forme de travail en équipe en 1999, environ le tiers offrait la conception flexible des tâches. Un peu plus de 20 % étaient dotés de régimes de participation aux bénéfices pour certains de leurs employés ne faisant pas partie de l'équipe de gestion. Par contre, seulement 6 % combinaient ces trois pratiques.

Cela montre qu'un petit nombre d'entreprises trouvent rentable d'adopter officiellement des combinaisons de ces pratiques, ou que plusieurs d'entre elles le font mais peut-être de façon officieuse.

*On peut gratuitement consulter les **Nouvelles pratiques de travail et taux de démissions : problèmes méthodologiques et données empiriques pour le Canada** (11F0019MIF, n° 199) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour en savoir plus, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.*

Structure des industries canadiennes

La *Structure des industries canadiennes* (SIC) en CD-ROM fournit des comptes d'établissements actifs par région et tranche d'effectif, entre autres. Ce CD-ROM vient de paraître. Les données sont présentées selon la Classification géographique type de 1996, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN 2002) et la Classification type des industries de 1980 (CTI). Le Canada comptait 2 204 782 établissements actifs en décembre, contre 2 173 598 en juin 2002.

Depuis le numéro de juin 2002, Ce CD-ROM contient une nouvelle version du Système de classification des industries d'Amérique du Nord. Un tableau de concordance entre le SCIAN 1997 et le SCIAN 2002, en fait aussi partie, en plus du tableau de concordance entre la CTI et le SCIAN 2002.

Le CD-ROM intitulé *Structure des industries canadiennes* (61F0040XCB) est maintenant en vente. Son prix varie de 150 \$ à 2 000 \$, selon la complexité de la requête. Pour plus de renseignements, communiquez avec Collette Lachance au (613) 951-0389, Division du registre des entreprises.

L'industrie de l'informatique et des télécommunications est plus rémunératrice

La rémunération moyenne dans l'industrie de l'informatique et des télécommunications (IT) était supérieure à celle des autres industries. En outre, de 1997 à 2002, l'écart de rémunération entre l'industrie de l'IT et le reste de l'économie a continué de s'élargir, d'après une nouvelle étude.

En 2002, les hommes travaillant dans l'industrie de l'IT gagnaient en moyenne plus de 1 000 \$ par semaine (avant impôts et autres retenues), contre environ 750 \$ pour les hommes dans le groupe de toutes les autres industries.

Même si la rémunération des femmes était inférieure à celle des hommes dans l'industrie de l'IT et dans le groupe de toutes les autres industries, la rémunération des femmes dans l'industrie de l'IT était supérieure à celle des travailleurs du reste de l'économie. En fait, la rémunération des femmes dans l'industrie de l'IT était comparable à celle des hommes dans les autres industries.

Le travailleur type dans l'informatique et les télécommunications est un homme au milieu de la trentaine, au niveau de scolarité élevé, occupant un emploi à temps plein et faisant de très longues heures.

En 2002, juste un peu plus de quatre hommes sur dix dans l'industrie de l'IT occupaient un emploi professionnel. Les femmes


ont enregistré des hausses substantielles durant les années 1990. En 2002, 25 % des femmes dans l'industrie de l'IT occupaient un emploi professionnel, ce qui est juste au-dessus de la proportion de 24 % observée pour les femmes occupant des emplois de bureau.

Les travailleurs de l'industrie de l'IT ont tendance à être plus jeunes que ceux du reste de l'économie. En 2002, la moyenne d'âge des travailleurs de l'industrie de l'IT était de 37,1 ans, ce qui est inférieur de près d'un an à la moyenne d'âge des travailleurs dans toutes les autres industries.

Durant les années 1990, le nombre de travailleurs dans l'industrie de l'IT ayant un diplôme universitaire a augmenté trois fois plus rapidement que le nombre de diplômés universitaires travaillant dans le reste de l'économie.

L'industrie de l'IT est un sous-ensemble du secteur des technologies de l'information et des communications, qui a contribué 58,7 milliards de dollars à l'économie canadienne en 2002, soit 7 % du PIB du secteur des entreprises. En 2002, l'emploi dans l'industrie de l'IT représentait un peu moins de 4 % de l'emploi total.

Pour en savoir plus, voir le nouveau numéro de la Série sur la connectivité, profil de l'emploi dans les industries de l'informatique et des télécommunications (56F0004MIF, n° 9, gratuit), qui est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Chantal Vaillancourt au (613) 951-2733, Centre de la statistique de l'éducation.



L'EMPLOI ET LE REVENU EN PERSPECTIVE

PRINTEMPS 2003
Vol. 13, n° 1

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

- 2002 — ANNÉE PROSPÈRE
- RÉGION AU SUD, PASSE AU NORD
- ÉMIGRATION DES ÉTATS-UNIS PROLONGÉE

LES TRAVAILLEURS

- ÉCART À L'EST
- ÉMIGRATION DES ÉTATS-UNIS
- TRAVAILLEURS PLUS ÂGÉS
- COTISANTS — UN REVENU

REVENU DE 2000

Statistique Canada

L'emploi et le revenu en perspective

Le numéro du printemps 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective* est maintenant en vente. Les articles intitulés « Le marché du travail : hausse au nord, baisse au sud » et « 2002 — Année prospère pour le marché du travail » examinent les tendances des marchés du travail canadien et américain en 2002. L'article « Qualité des emplois additionnels de 2002 » se penche sur les types d'emplois créés pendant cette période.

Un autre thème abordé dans ce numéro est celui des travailleurs plus âgés. L'article intitulé « La vague de départs à la retraite » analyse les branches d'activité et professions les plus susceptibles d'être touchées par le départ à la retraite de la génération du baby boom, tandis que « Les hommes de 55 ans et plus : le travail ou la retraite? » et « Les travailleurs plus âgés et le marché du travail » explorent les caractéristiques des travailleurs plus âgés.

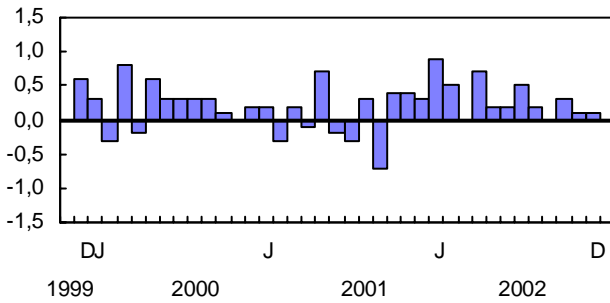
Pour compléter ce numéro, l'article « Portrait des cotisants aux REER » examine les raisons pour lesquelles une personne est plus susceptible qu'une autre de cotiser à un REER. De plus, « Aperçu du revenu pour 2000 » se penche sur les revenus des familles en 2000 et les changements survenus depuis 1980.

Le numéro du printemps 2003 de L'emploi et le revenu en perspective (papier : 75-001-XP, 18 \$/58 \$) vient de paraître. Pour en savoir plus, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

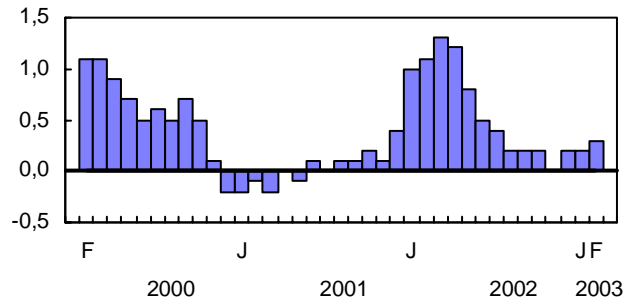
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,1 % en décembre, soit la même croissance qu'en novembre.

Indice composite

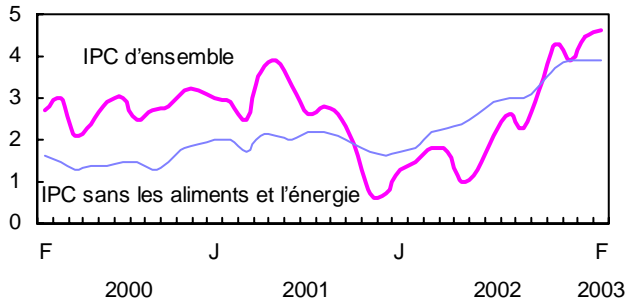
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,3 % en février, après avoir augmenté de 0,2 % en janvier.

Indice des prix à la consommation

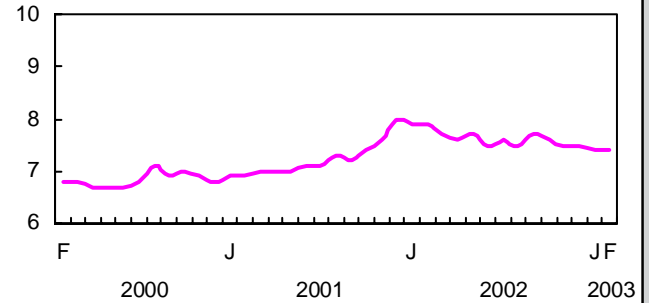
Variation annuelle en %



En février, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 4,6 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,9 %.

Taux de chômage

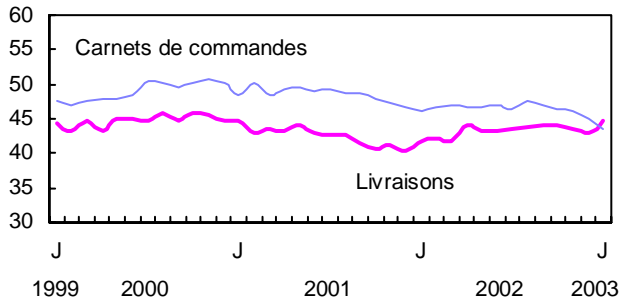
%



En février, le taux de chômage est resté inchangé, à 7,4 %.

Fabrication

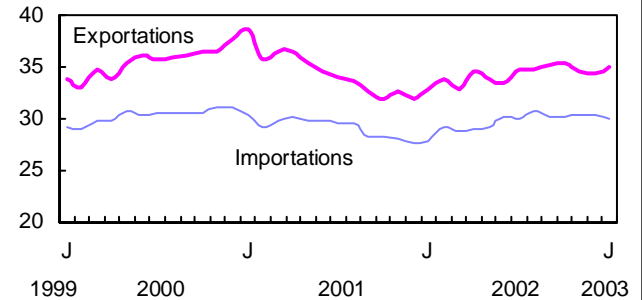
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 3,7 % en janvier pour atteindre 44,7 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 3,3 % pour se fixer à 43,5 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En janvier, les exportations ont progressé de 1,3 % pour se fixer à 35,0 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 1,3 % pour se fixer à 30,0 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	décembre	989,2	0,1 %	3,8 %
Indice composite (1992 = 100)	février	180,6	0,3 %	5,7 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2002	41,9	5,1 %	32,8 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	4 ^e trim. de 2002	82,9	-0,2 †	2,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier*	26,0	0,7 %	2,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	129,0	-14,1 %	-11,8 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	janvier	36,8	1,8 %	8,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février	15,7	0,4 %	3,4 %
Taux de chômage (%)	février	7,4	0,0 †	-0,4 †
Taux d'activité (%)	février	67,5	0,2 †	1,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	janvier*	687,44	-0,08 %	1,83 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février	111,4	-0,2 %	-11,5 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	janvier*	529,7	-3,3 %	-5,6 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	35,0	1,3 %	6,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	30,0	-1,3 %	8,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier	4,9	0,8	-0,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier	44,7	3,7 %	6,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier	43,1	2,9 %	4,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier	43,5	-3,3 %	-5,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,41	-0,06	-0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février*	122,3	0,7 %	4,6 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	février*	109,2	0,6 %	2,3 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	février*	128,9	3,1 %	22,6 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	janvier	113,1	0,3 %	5,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 20 au 26 mars 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2003	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2003	22-007-XPB	15/149
ANALYSE DES ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES ET SUR LE TRAVAIL			
L'emploi et le revenu en perspective	mars 2003	75-001-XIF	5/48
L'emploi et le revenu en perspective	printemps 2003	75-001-XPB	18/58
ANALYSE ÉCONOMIQUE DE CONJONCTURE			
L'Observateur économique canadien	mars 2003	11-010-XIB	17/170
L'Observateur économique canadien	mars 2003	11-010-XPB	23/227
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	janvier 2003	67-002-XIF	14/132
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, vol. 23, n° 2		85-002-XIF	8/70
Juristat : statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, vol. 23, n° 2		85-002-XPB	10/93
L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas	2001-2002	85F0015XIF	20
ÉTUDES ANALYTIQUES			
La vie après l'aide sociale : le bien-être économique des personnes qui ont cessé de toucher de l'aide sociale dans les années 1990		11F0019MIF	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	janvier 2003	31-001-XIB	15/147
Fer et acier primaire	janvier 2003	41-001-XIB	5/47
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	février 2003	44-004-XIB	5/47
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	décembre 2002	62-011-XPB	22/217
L'indice des prix à la consommation	février 2003	62-001-XIB	8/77
L'indice des prix à la consommation	février 2003	62-001-XPB	11/103
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Commerce de détail	janvier 2003	63-005-XIB	16/155
Commerce de gros	janvier 2003	63-008-XIB	14/140
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Les mesures de soutien à l'incapacité au Canada	2001	89-580-XIF	gratuit
Les mesures de soutien à l'incapacité au Canada — tableaux	2001	89-581-XIF	gratuit
TRANSPORTS			
Chargements ferroviaires mensuels	novembre 2002	52-001-XIF	8/77

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Calendrier des principaux communiqués : avril 2003

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
	1 Indice de l'offre d'emploi, mars 2003	2 Commerce électronique et technologie, 2002	3	4 Enquête sur la population active, mars 2003
7 Permis de bâtir, février 2003	8	9	10 Commerce interna- tional de marchandises du Canada, février 2003 Indice des prix des logements neufs, février 2003 Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, 1 ^{er} trim. de 2003	11
14	15	16 Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, février 2003 Voyages entre le Canada et les autres pays, février 2003	17 Ventes de véhicules automobiles neufs, février 2003	18
21	22 Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 2003 Commerce de gros, février 2003	23 Indice des prix à la consommation, mars 2003 Commerce de détail, février 2003	24 Série de rapports sur les grandes cultures, 2003 Indicateurs avancés, mars 2003	25
28 Produit intérieur brut par province, 2002 (données provisoires)	29 Assurance-emploi, février 2003 Emploi, rémunération et heures de travail, février 2003	30 Produit intérieur brut par industrie, février 2003 Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, mars 2003	31	

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez :

(613) 951-7277 ou 1 800 267-6677

Pour envoyer votre commande par télécopieur :

(613) 951-1584 ou 1 877 287-4369

Courrier électronique :

order@statcan.ca

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».